Critique Sociale

numéro 12 - octobre 2010

L'expression d'une force sociale

L'évènement de cette rentrée, ce sont les imposantes manifestations des 7 et 23 septembre puis des 2 et 12 octobre pour la défense du droit à la retraite à 60 ans. Avec 3,5 millions de manifestants sur l'ensemble des 240 manifestations qui se sont déroulées le 12 octobre, la rue a clairement prouvé que le projet gouvernemental de contre-réforme des retraites suscite un rejet populaire massif.
Quatre manifestations de suite en un mois, qui réunissent à chaque fois plus de 2 millions de travailleurs, avec de surcroît un important soutien populaire à la mobilisation : de toute évidence c'est une force sociale qui est en train de s'exprimer.



Manifestation à Paris, le 12 octobre 2010

Le projet de contre-réforme des retraites que le pouvoir tente d'imposer s'inscrit dans un contexte où, tout en le niant officiellement, le gouvernement met en place pour 2011 un budget d'austérité. Cette austérité est en fait un nouveau biais pour s'en prendre aux services publics et aux droits sociaux. C'est, encore et toujours, faire payer la crise à ceux qui n'y sont pour rien, et qui la subissent déjà depuis 2 ans.
Dans le même temps, l'Etat se livre à la stigmatisation arbitraire d'une partie de la population, par une politique et des déclarations lamentables visant les « étrangers ». Ce gouvernement se présente donc

avec comme programme : austérité, racisme, et attaques contre les droits des travailleurs. Nous sommes confrontés à un véritable gouvernement de combat, qui mène sa lutte antisociale sur plusieurs fronts à la fois.

Mais son offensive n'est pas toute-puissante. Aucune propagande du pouvoir n'est parvenue à dissimuler la nature de son projet sur les retraites : une attaque contre les droits et les retraites des travailleurs. Le caractère injuste du projet a été très largement compris.
Cependant, malgré une mobilisation très importante lors des journées isolées appelées par les directions des centrales syndicales, il est clair que pour obtenir le retrait de ce projet injuste c'est une grève construite dans la durée qui sera déterminante, une grève unissant les salariés des différents secteurs, les chômeurs, la jeunesse lycéenne et étudiante, etc., qui ont en commun d'avoir compris – quoiqu'en dise la propagande officielle – que leurs intérêts sont les mêmes face à ce pouvoir.
En parallèle des manifestations massives qui se succèdent depuis plusieurs semaines, des mouvements de grève se structurent et se développent dans plusieurs secteurs. Au moment où nous écrivons, cette mobilisation n'est pas encore généralisée, ni unifiée.

Il est possible dans la situation actuelle de construire à la base une grève générale, mais il ne faut pas se cacher une difficulté : la précarisation croissante des travailleurs complique pour beaucoup la possibilité même de faire grève. Cette quasi-limitation de fait du droit de grève concerne directement les salariés en CDD[1] et autres précaires, les employés en intérim, les stagiaires, les intermittents, les employés des très petites entreprises, etc. C'est donc un phénomène d'ampleur. De plus, une proportion importante des salariés sont dans des lieux de travail assez réduits, même s'ils sont par ailleurs employés par des grands groupes. Cette configuration rend plus difficile des AG (Assemblées Générales) par entreprises, lesquelles ont de plus souvent été fractionnées par le recours à la sous-traitance. L'existence d'un chômage de masse durable pèse également contre les possibilités d'action[2]. De plus, le contexte de crise et son impact sur les salaires rend plus difficile pour beaucoup de perdre plusieurs journées de salaires de suite.
Ce n'est cependant pas la première période de crise. La grève générale spontanée de mai-juin 1936 s'est déroulée dans le contexte de la crise de 1929. Cela montre que c'est possible, s'il y a un véritable espoir et des objectifs ambitieux. L'enjeu est de voir si la force sociale qui s'exprime par le mouvement actuel arrivera à vaincre le pessimisme[3], en ouvrant une perspective émancipatrice.

Dans le contexte actuel, face à l'attitude intransigeante du pouvoir, il faut être réaliste : quand on est face à un mur, il est absurde de lui demander poliment de bien vouloir reculer d'un ou deux mètres. Si un mur nous barre la route, il faut bel et bien le renverser. Le gouvernement se comportant comme un mur, le mouvement social doit agir en conséquence, ou se condamner à l'échec sur le fond.
Pour aller vers une grève de masse généralisée, seule à même de permettre une victoire réelle, ce sont des Assemblées Générales partout qu'il faut organiser : par lieu de travail, par secteur d'activité, par secteur géographique. La discussion et la décision collectives peuvent permettre de dépasser les difficultés à se mobiliser. Par une auto-organisation à la base de l'action collective, la mobilisation peut battre ce gouvernement.

Sur le même sujet, nous avons publié le texte suivant sur notre site internet le 9 septembre 2010 :

S'organiser pour empêcher la contre-réforme des retraites

[1] Contrats à Durée Déterminée, par opposition aux CDI (Contrats à Durée Indéterminée), qui sont les contrats de travail « normaux ».
[2] Il faut rappeler à quel point l'existence d'un chômage de masse ancré durablement favorise le patronat dans le rapport de forces entre les classes sociales.
[3] Beaucoup ne croient pas crédible que l'on puisse battre ce pouvoir. Le mouvement a un manque de confiance en sa propre force, en partie parce qu'aucun courant politique ne suscite d'adhésion populaire. Mais cela pourrait être au contraire un facteur de force : il n'y a de véritable solution qu'en construisant le mouvement par l'auto-organisation.

Le 7 septembre 2010 a donc été marqué par des grèves et de fortes manifestations contre le projet gouvernemental attaquant les retraites des travailleurs. « *Mettons le capitalisme à la retraite !* », a-t-on pu lire sur des banderoles. Contrairement à ce qu'affirment certains discours venus des classes sociales dominantes, la victoire des travailleurs est possible – si la mobilisation est suffisamment forte, structurée et déterminée. Le discours d'« inflexibilité » du gouvernement est le même que celui des gouvernants au début des mobilisations contre la réforme Devaquet (1986), contre le SMIC-jeunes (CIP, 1994), contre le CPE (2006) : tous ces projets étaient néfastes, et furent retirés après de fortes mobilisations. Cela est bel et bien possible aussi aujourd'hui.

C'est tout simplement un droit important des travailleurs qu'il s'agit de défendre : le droit de partir en retraite à un âge décent. Le montant de la retraite est basé sur les salaires, qui sont très inégalitaires et majoritairement trop faibles. Donc, ceux qui ont été contraints aux bas salaires deviennent ensuite condamnés aux petites retraites. Les riches vivant de surcroît en moyenne plus longtemps, ce sont donc plusieurs inégalités qui s'additionnent et s'aggravent mutuellement. C'est ajouter de l'injustice dans un système déjà injuste. Cela est particulièrement sensible concernant les femmes, fortement désavantagées pour les salaires et donc pour les retraites.
Dans le cadre des nombreuses attaques contre les travailleurs depuis des années, le projet actuel de contre-réforme des retraites abolit le choix de pouvoir partir en retraite à 60 ans. Rappelons que l'espérance de vie en bonne santé est en moyenne de 63 à 64 ans. Ce serait donc une restriction de la liberté des travailleurs, une aggravation des conditions de vie, et une baisse de fait des pensions. Cette contre-réforme injuste entraînerait de plus un accroissement du chômage, qui est déjà à un niveau dramatique.
Le gouvernement Sarkozy veut continuer sa politique envers et contre la mobilisation populaire, c'est-à-dire en pratique « dissoudre » les 2,7 millions de manifestants du 7 septembre. A l'inverse, il serait évidemment bien plus démocratique de dissoudre ce gouvernement, de faire partir ce président qui a été élu en 2007 sur un programme qui disait explicitement : « *Le droit à la retraite à 60 ans doit demeurer* »[4], et de dissoudre cette prétendue « majorité » parlementaire qui est en fait largement minoritaire.

Appeler à une nouvelle journée de grève et de manifestation seulement pour le jeudi 23 septembre est beaucoup trop tardif (même avec le mercredi 15 septembre comme journée floue de mobilisation sans grève). Surtout, pour gagner il est indispensable d'aller au-delà de ces journées isolées. Nous devons organiser et construire des Assemblées Générales partout, par entreprise, par secteur d'activité, et plus largement localement, notamment pour les travailleurs des petites entreprises, les précaires et les chômeurs. Sans attendre le 15 ou le 23 septembre, construisons la grève générale à la base, jusqu'au retrait de la contre-réforme des retraites.

* * *

Retour sur la « réception » de Rosa Luxemburg en france

Nous avons publié dans notre numéro précédent un article intitulé « La lente "réception" de Rosa Luxemburg en france »[5]. Avec cette seconde partie, nous souhaitons le compléter et le prolonger.

Un certain nombre des discours de Congrès prononcés par Rosa Luxemburg étaient disponibles en français de son vivant. L'importance qu'avait le parti socialiste d'Allemagne, le SPD, fait que des comptes-rendus de ses congrès figurent dans des revues socialistes en france, et mentionnent parfois des interventions de Rosa Luxemburg. Ainsi, *La Revue Socialiste* reproduit en 1900 une intervention

[4] Site de l'UMP : http://archives.u-m-p.org/propositions/index.php?id=05_retraites
[5] *Critique Sociale* n° 11, août 2010, pages 3 à 8. Consultable (gratuitement) sur notre site internet.

qu'elle fit au congrès du SPD de septembre 1900, dans le débat à propos de « la politique des transports et la politique commerciale » :

« Calwer[6] estime, déclara Rosa Luxembourg[7], que nous ne sommes pas encore en état de suivre une politique libre-échangiste parce que l'Amérique ne veut pas entendre parler de libre-échange. C'est là le point de vue qui occupe toujours le gouvernement dans les questions de protection ouvrière, c'est un point de vue purement bourgeois. Quant à nous, nous disons : Si nous jugeons qu'une mesure est bonne en principe, nous devons commencer par l'appliquer dans notre propre pays. Calwer se trouve en complète opposition avec le point de vue de notre parti. On ne peut parler ainsi que lorsqu'on se trouve, dans la politique douanière, au point de vue national, non au point de vue international. Nous avons le devoir de prendre en considération, non seulement les intérêts ouvriers nationaux, mais les intérêts ouvriers internationaux, si les déclarations du Manifeste Communiste ne doivent pas demeurer une simple phrase. Nous devons nous demander ce qui est utile aux ouvriers de tous les pays ; nous devons combattre les taxes américaines non seulement dans l'intérêt de notre industrie textile, mais aussi dans l'intérêt des ouvriers américains, car ils ont à en souffrir autant que nous. Les ouvriers américains savent très bien que l'ère protectionniste est liée à l'impérialisme et à la réaction. Ainsi, dans l'intérêt commun, nous devons combattre les droits protecteurs en Amérique et en Allemagne. »[8]

De plus, Rosa Luxemburg intervenait fréquemment lors des Congrès de la Deuxième Internationale. Ce fut en particulier le cas au Congrès socialiste international de Paris, en septembre 1900. Elle s'y exprima, en français, au nom du courant des « *socialistes purement internationalistes* » contre ses adversaires du PPS (« socialistes » nationalistes polonais) qui cherchaient à priver son courant de participation au Congrès : « *Fidèles au principe de la politique jésuitique, que le but consacre et légitime les moyens, ils cherchent à nous frapper dans le dos* […] *citoyens, je vous prie de valider à l'unanimité tous les cinq mandats contestés, qui se trouvent entre les mains de socialistes sincères. Vous montrerez ainsi à ces socialistes que l'idéal de notre cause n'est pas seulement l'égalité économique et la liberté politique, mais qu'il est fait encore des principes essentiels de la bonne foi, de la justice et de la fraternité !* »[9]

Dans un autre domaine, le 21 janvier 1912 *L'Humanité* publie un article de son correspondant à Berlin relatant un entretien avec Rosa Luxemburg, à propos des élections au Reichstag. En voici de larges extraits :

« C'est de Rosa Luxembourg, la vaillante camarade qui déjà au printemps de sa vie occupe une place si prééminente non seulement dans le mouvement allemand, mais aussi international, que j'ai voulu connaître la signification de notre victoire et quels pouvaient être nos espoirs pour le futur Reichstag. Je la trouvai dans son agréable petit appartement de Sudende, alors qu'elle s'apprêtait à partir pour les provinces rhénanes pour continuer la campagne jusqu'au jour du ballotage. […]

- Et quel est selon vous le sens de notre victoire ?

- Tout d'abord la défaite du gouvernement. Oh ! Naturellement défaite morale seulement, étant donnée notre forme de gouvernement. Cela changera un peu l'aspect du Reichstag, mais si les couplets sont renouvelés, les parlementaires bourgeois chanteront toujours la même chanson. Nous serons probablement comme nombre le parti le plus important. […] Mais soyez convaincu que

[6] Richard Calwer (1868-1927), rapporteur au congrès sur la question, à l'époque député et membre de l'aile droite du SPD [note de *Critique Sociale*].

[7] Pendant longtemps, le nom de Rosa Luxemburg a été « adapté » en france avec l'ajout d'un « o ». Dans cette citation, comme dans le reste de cet article, nous respectons l'orthographe employée dans les documents originaux.

[8] Edgard Milhaud, « Le Congrès Socialiste de Mayence », *La Revue Socialiste* n° 191, novembre 1900, p. 522.

[9] Intervention du 24 septembre 1900. « Compte rendu sténographique non officiel de la version française du cinquième Congrès Socialiste International, tenu à Paris du 23 au 27 septembre 1900 », *Cahiers de la Quinzaine*, 1901, pp. 44-46 ; réimprimé dans *Histoire de la IIe Internationale*, tome 13, Minkoff, 1980, pp. 203-205.

quelques députés socialistes de plus ou de moins au Reichstag cela n'a pas une grande importance, car dans le vote du budget impérial nous aurons tous les partis bourgeois contre nous. […]
- Mais cette politique négative du socialisme au Reichstag ne donnera-t-elle pas naissance à l'antiparlementarisme en Allemagne ?
- Je ne le crois pas, parce que la Social-Démocratie *n'a pas commis la faute de faire du Parlement le centre de la propagande et de l'effort socialistes*. Les prolétaires allemands ont appris à ne considérer le Reichstag que comme *un des moyens* dans la lutte contre la société actuelle. Ils savent bien que tant que nous n'aurons pas la majorité ils ne pourront rien tenir. Mais la satisfaction de voir chaque année le parti grandir et ses mandats augmenter n'est pas la seule qu'ils aient. Notre pression au parlement a fait obtenir le peu de législation et de protection ouvrières qui existe aujourd'hui. Notre oeuvre est donc loin d'être négative.
- Et les efforts en dehors du Reichstag ?
- Nombreux, mais le plus important et celui auquel nous donnons le plus d'attention en ce moment, c'est l'éducation théorique de notre prolétariat. […] »[10]






Le Programme de Spartacus

Voici le programme complet de Spartacus. C'est la première fois qu'on le publie en France avec les cinq parties qui le composent. Il est extrait du journal de Liebknecht, la Rote Fahne (le Drapeau Rouge) numéro du 16 décembre 18.

Hindenburg, Tirpitz, et ses complices, et aussi tous les conspirateurs de la contre-révolution ;
8° Saisie immédiate de tous produits alimentaires pour assurer l'alimentation du peuple.

III. SUR LE TERRAIN POLITIQUE

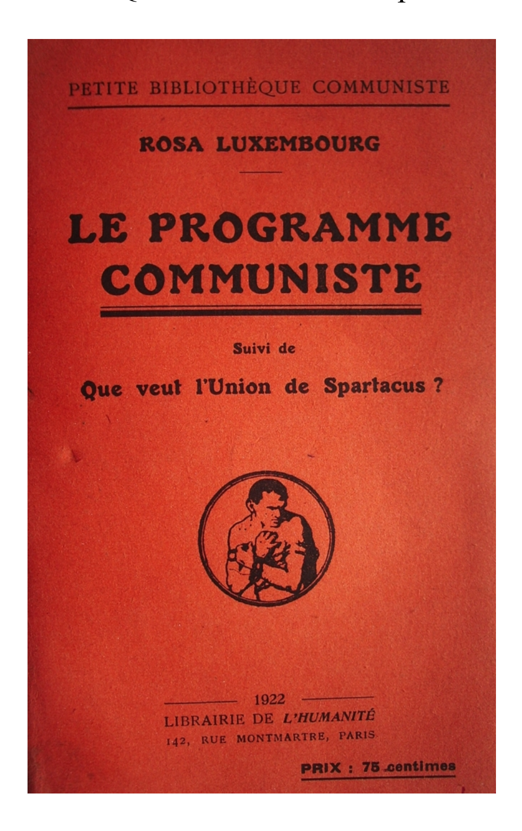
L'hebdomadaire *La Vague* publie le 31 octobre 1918 un dessin représentant Rosa Luxemburg comme « portrait de la semaine »[11] – rubrique qui était réservée à des militants pacifistes issus des divers pays d'Europe. Le 16 janvier 1919, avant que son assassinat ne soit connu, le même hebdomadaire publie le texte « Que veut la Ligue Spartacus ? »[12], sans que Luxemburg ne soit indiquée comme en étant la rédactrice. De plus, et contrairement à ce qui est indiqué, le texte n'est pas complet mais fortement résumé.

Un an plus tard, « Que veut la Ligue Spartacus ? » est édité cette fois intégralement, par la revue suisse *Le Phare*, sous le titre « Les buts de l'Union spartacienne »[13].

Ce même texte est édité en 1922 en brochure, avec le « Discours sur le programme » prononcé par Rosa Luxemburg en décembre 1918 lors du Congrès de fondation du Parti communiste d'Allemagne (KPD), ici sous le titre « Le Programme communiste ». Cette brochure est éditée par la Petite

[10] Edmond Peluso, « Les élections allemandes. La Victoire Socialiste jugée par Rosa Luxembourg », *L'Humanité* n° 2835, p. 1. Souligné dans l'original.
[11] *La Vague* n° 44, p. 1. Egalement reproduit à côté d'un portrait de Karl Liebknecht, une fois leur assassinat connu, dans *La Vague* n° 56, 23 janvier 1919, p. 1. *La Vague* était un journal opposé à la guerre, se revendiquant du pacifisme, du socialisme et du féminisme, dirigé par Pierre Brizon (1878-1923).
[12] « Le Programme de Spartacus », *La Vague* n° 55, p. 2.
[13] *Le Phare* n° 5-6, janvier-février 1920, pp. 256-265. *Le Phare* était une revue d'« éducation et documentation socialistes » dirigée par Jules Humbert-Droz, à l'époque proche du Comité de la Troisième Internationale de Fernand Loriot et Boris Souvarine.

Bibliothèque Communiste[14], et le texte « Que veut la Ligue Spartacus ? », cette fois clairement attribué à son auteure, y porte le titre « Que veut l'Union de Spartacus ? »[15].



La revue *Spartacus*, créée par André Prudhommeaux, publie le 1er juin 1931 la première traduction en français du dernier article écrit par Rosa Luxemburg : « L'ordre règne à Berlin »[16]. Le 1er juillet 1931, la revue publie une nouvelle traduction de « Que veut la Ligue Spartacus ? », intégrale, sous le titre « Que veut Spartacus ? »[17].


Première année. Numéro 1.

SPARTACUS

REDACTION : 67, Bd. de Belleville - PARIS - XIe

Ouvrier, Camarade, Si l'émancipation de ta classe t'intéresse avant toutes choses, lis ce journal. S'il choque ta pensée, il te forcera à l'approfondir. Anarchiste, communiste ou sans parti, le capitalisme menace déjà chacun de nous dans son existence. L'heure est proche où les intérêts de tous les ouvriers se rejoindront dans la révolution.

« SOCIALISME » D'ETAT OU COMMUNISME DES CONSEILS ?

Chômage !

NOUS FAUDRA-T-IL CONQUERIR L'ETAT, OU LE BRISER ?

Rosa Luxembourg

Première année. Numéro 2.

SPARTACUS

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Révolution et contre-révolution en Espagne

La "Victoire" de l'Ordre

par R. Luxembourg

Thèses sur l'Espagne

En janvier 1935 une autre revue *Spartacus*, « pour la culture révolutionnaire et l'action de masse » (créée par René Lefeuvre), publie quelques unes des lettres de prison, et surtout la première traduction en français du discours prononcé par Rosa Luxemburg lors de son procès à Francfort en février 1914 pour des propos antimilitaristes[18].

---

[14] Editions créées par le Comité de la Troisième Internationale (avant la création du Parti communiste SFIC), puis intégrées comme collection à la Librairie de l'Humanité lors de la dissolution du Comité en novembre 1921.

[15] Rosa Luxembourg, *Le Programme communiste, suivi de Que veut l'Union de Spartacus ?*, Petite Bibliothèque Communiste, Librairie de l'Humanité, 1922.

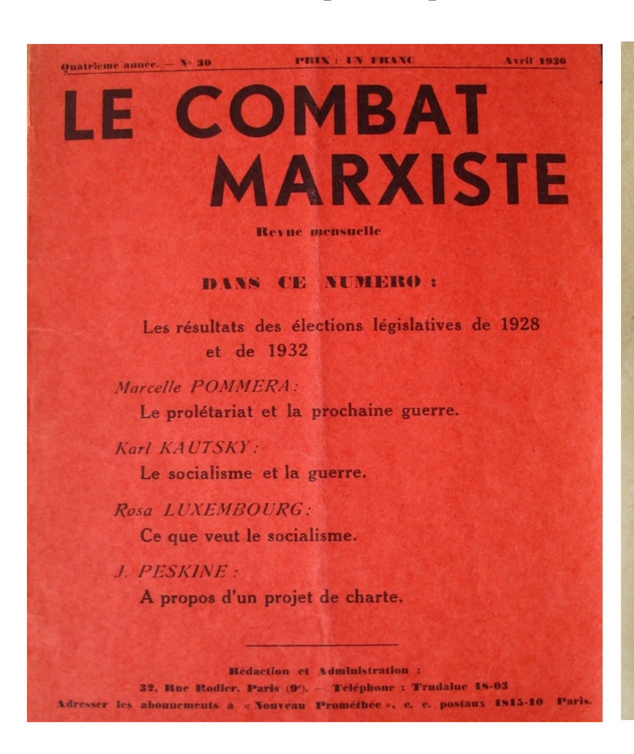
[16] Sous le titre « La "Victoire" de l'Ordre », « *par R. Luxembourg* », *Spartacus* n° 2, pp. 1-2. Cette revue, qui est la première en france à prendre le nom « Spartacus » en hommage à la Ligue Spartacus, se revendique du communisme des conseils, et défend globalement une orientation « ultra-gauche ».

[17] Rosa Luxemburg n'est pas spécifiquement désignée comme auteure du texte (pp. 2-4). Dans le même numéro, la revue se prononce pour « *les conseils d'usine tels qu'ils se sont manifestés en Allemagne pendant la révolution de novembre* [1918]*, et tels que l'Etat bolchévik les a supprimés en Russie* » (p. 1).

Dans son numéro d'avril-mai 1935, *Spartacus* publie la préface de Marcel Ollivier à sa traduction du premier tome de *L'Accumulation du capital*, qui paraîtra en 1936 à la Librairie du Travail (cette première édition du premier tome ne sera complétée par la parution du second tome que... 31 ans plus tard !). Ollivier constate le retard dans l'édition francophone de textes majeurs de Rosa Luxemburg, qu'il attribue notamment au « *peu d'empressement que les bolcheviks et tous ceux qui sont à leur solde, montrent à faire connaître les idées* » de Luxemburg[19].

En avril 1936, la revue *Le Combat marxiste* publie une traduction d'un texte polonais de Rosa Luxemburg, ce qui est un cas très rare à l'époque. Le texte traduit est une brochure publiée en 1906 à Varsovie : « Que voulons-nous ? ». *Le Combat marxiste* en publie le premier chapitre, « Ce que veut le socialisme ». On peut y lire les extraits suivants :

« Le capitalisme est un fléau international de l'humanité. Par conséquent, les ouvriers de tous les pays doivent lutter côte à côte contre l'exploitation. Mais la suppression du capitalisme et de la propriété privée ne pourra pas s'effectuer dans un seul pays, indépendamment des autres. Les travailleurs doivent réaliser la révolution socialiste d'un commun effort partout où fument les cheminées d'usines et où la misère est l'hôte habituel des demeures ouvrières.
K. Marx et F. Engels terminèrent en 1847 le *Manifeste Communiste* par l'appel : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !" D'accord avec cet appel, la social-démocratie[20] est un parti international. Elle poursuit l'unité des ouvriers de tous les pays dans la lutte pour un meilleur avenir de l'humanité. Or, le régime socialiste mettra fin à l'inégalité entre les hommes, à l'exploitation de l'homme par l'homme, à l'oppression d'un peuple par un autre ; il libérera la femme de l'assujettissement à l'homme, il ne tolérera plus les persécutions religieuses, les délits d'opinion. […]


Quatrième année. — N° 30 PRIX : UN FRANC Avril 1936

LE COMBAT MARXISTE

Revue mensuelle

DANS CE NUMERO :

Les résultats des élections législatives de 1928 et de 1932

Marcelle POMMERA :
Le prolétariat et la prochaine guerre.

Karl KAUTSKY :
Le socialisme et la guerre.

Rosa LUXEMBOURG :
Ce que veut le socialisme.

J. PESKINE :
A propos d'un projet de charte.

Rédaction et Administration :
32, Rue Rodier, Paris (9e). — Téléphone : Trudaine 18-03
Adresser les abonnements à « Nouveau Prométhée », c. c. postaux 1815-10 Paris.

L'étude qu'on va lire est le premier chapitre d'une brochure écrite en 1906 par Rosa Luxembourg sous le titre : Ce que nous voulons, *pour expliquer aux travailleurs polonais le programme de la Social-démocratie de Pologne et de Lithuanie, dont Rosa Luxembourg fut l'animatrice.*

Ce sont la clarté et la simplicité de cette étude qui nous incitent à la publier à un moment où le socialisme recrute des adhérents toujours plus nombreux, qui ont besoin de connaître les principes fondamentaux sur lesquels repose notre mouvement. En condensant l'essentiel de la doctrine socialiste, ces quelques pages rendront service également aux propagandistes du socialisme.

La traduction de cette brochure de Rosa Luxembourg, jusqu'ici inédite en français, a été faite par notre amie Lucienne Rey. La Rédaction.

La Social-démocratie du Royaume Polonais et de la Lithuanie poursuit d'un commun effort avec la Social-démocratie d'autres pays capitalistes la réalisation du régime socialiste. Elle tend à supprimer l'exploitation de la classe ouvrière par les propriétaires de terres, d'usines, d'ateliers, de mines et à restituer les moyens de production à la propriété commune du peuple laborieux.

[18] Rosa Luxembourg, « Discours devant le Tribunal », *Spartacus* n° 5-6, 18 janvier 1935, pp. 4-5. Traduction de Marcel Ollivier. Dans le même numéro, ce dernier écrit qu'avec l'assassinat de Luxemburg le prolétariat a perdu « *un théoricien au cerveau puissant – le plus puissant peut-être depuis Marx* », qui était capable « *d'apporter un contre-poids utile à l'influence de Lénine et des bolcheviks, dont sa disparition allait faire les guides exclusifs du prolétariat révolutionnaire. Ce qui ne devait pas aller – la suite des évènements l'a surabondamment prouvé – sans de graves inconvénients.* » (Marcel Ollivier, « L'enseignement de Rosa Luxembourg », p. 6).
[19] Marcel Ollivier, « Sur un livre de Rosa Luxembourg. Rosa Luxembourg contre Lénine », *Spartacus* n° 8, p. 8.
[20] Le mot a radicalement changé de sens depuis : il désigne à l'époque pour Rosa Luxemburg l'ensemble des organisations regroupées dans la Deuxième Internationale, dont la section française (SFIO) par exemple se proclamait « *parti de lutte de classe et de révolution* ». [note de *Critique Sociale*]

A l'heure actuelle la révolution socialiste est le but lumineux vers lequel tend le progrès social avec une force invincible. C'est de la classe ouvrière internationale que dépend l'accélération de ce mouvement. Elle doit donc, avant tout, prendre conscience de sa tâche et s'approprier les moyens qui lui permettront de l'accomplir. »[21]

Malgré ces efforts de rares journaux et éditeurs, la méconnaissance des idées fondamentales de Rosa Luxemburg en france a perduré pendant longtemps. Par exemple, les années 1919-1920 ont été des années d'effervescence dans le mouvement socialiste et révolutionnaire : malheureusement les idées de Rosa Luxemburg étaient pour ainsi dire absentes en france. Quelques rares textes de sa plume étaient disponibles, mais de façon confidentielle, et avec de graves manques concernant des textes fondamentaux.

Quand Rosa Luxemburg écrivait en Allemagne dans des journaux comme la *Leipziger Volkszeitung* ou la *Sächsische Arbeiterzeitung*, elle était lue par une large base populaire de travailleurs et de sympathisants socialistes. Ce ne fut pas le cas en france, ou de façon rarissime.
Ainsi le marxiste anti-stalinien Maurice Pineau pouvait-il écrire en janvier 1934 : « *jusqu'à ces dernières années, Rosa Luxembourg était à peu près inconnue du prolétariat français.* »[22] Malgré des publications assez conséquentes dans les années 1930 puis dans les années 1960-1970, on peut affirmer que c'est, hélas, pratiquement toujours le cas aujourd'hui.

* * *

« La réduction du temps de travail est la première condition pour améliorer la vie des travailleurs »
(Rosa Luxemburg)

Critique Sociale n° 12, octobre 2010

Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité

Notre but est de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales et les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous nous inspirons du « marxisme », en particulier du « luxemburgisme », certainement pas comme des dogmes (qu'ils ne sont en réalité nullement), mais comme des outils contribuant au libre exercice de l'esprit critique, à l'analyse de la société, et à la compréhension de sa nécessaire transformation par l'immense majorité. Nous combattons le système capitaliste et toutes les formes d'oppression (sociales, politiques, économiques, de genre). Nous militons pour que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », pour une société démocratique, libre, égalitaire et solidaire : une société socialiste, au véritable sens du terme.

www.critique-sociale.info contact@critique-sociale.info

Démocratie - Liberté - Egalité - Solidarité / Democracy - Freedom - Equality - Solidarity / Democracia - Libertad - Igualdad - Solidaridad / Demokratie - Freiheit - Gleichheit - Solidarität / Democrazia - Libertà - Uguaglianza - Solidarietà / Demokrácia - Szabadság - Egyenlõség - Osszetartás

---

[21] *Le Combat marxiste* n° 30, avril 1936, pp. 20-22 (*Czego chcemy ? Komentarz do programu Socjaldemokracji Królestwa Polskiego i Litwy*). Cette traduction, effectuée par Lucienne Rey, n'a jamais été rééditée depuis.

[22] Maurice Pineau, « Le double assassinat de Rosa Luxembourg », *Le Combat marxiste* n° 4, 15 janvier 1934, p. 11. Plus loin, il précise : « *La classe ouvrière française ne connaissait d'elle que le souvenir de son trépas héroïque aux côtés de Karl Liebknecht.* » D'ailleurs, cet article est publié à l'occasion des 15 ans de leur mort.